

Y a-t-il du chômage en URSS?

L'Humanité du 31 août publie un long article de Jean Kanapa pour répondre aux affirmations de la presse bourgeoise (notamment du Monde et de l'Express) selon lesquelles il y aurait actuellement un chômage ouvrier en URSS.

Un témoin
peu recommandable

Il faut dire au départ que la rédaction de L'Humanité a été mal inspirée de choisir un Kanapa — mais pouvait-elle choisir mieux ? — pour donner des leçons d'intégrité intellectuelle à la presse bourgeoise. Ce vieux cireur de bottes stalinien s'est contenté depuis deux décennies d'approuver sans le moindre esprit critique les tournants successifs des dirigeants de la bureaucratie soviétique, se distinguant surtout par l'emploi de l'invective et de l'insulte à l'égard de tous ceux qui osaient signaler telle ou telle « tache d'ombre » sur la carte de la société soviétique.

Aujourd'hui il nous dit en passant que « la loi interdit désormais (sic) le travail de la femme à l'extraction ». Faut-il rappeler que le même Kanapa a célébré pendant des années l'emploi des femmes dans les travaux lourds de la mine comme une « conquête socialiste » de l'égalité entre hommes et femmes, niant avec impudence que ce n'était point ainsi que les fondateurs du socialisme scientifique et de l'Etat soviétique — y compris les auteurs de la première législation du travail de l'URSS — avaient conçu cette égalité ?

Aujourd'hui il nous dit en passant : « Depuis (sic) les années qu'a marqué le XX^e Congrès du PCUS, le travailleur soviétique est absolument libre de travailler où il veut et de changer d'emploi quand il veut ». Cela signifie qu'à l'époque de Staline, cette liberté n'existait pas et que le travailleur soviétique n'avait pas le droit de changer d'emploi sans l'autorisation préalable des bureaucrates. Comment se fait-il que tous les Kanapa de service ne s'étaient pas aperçus, pendant ces longues années, de cette grave contrainte qui pesait sur la classe ouvrière dans le « pays du socialisme » ? Comment se fait-il qu'ils n'avaient pas compris que c'était à proprement parler monstrueux d'appeler « socialiste » une société dans laquelle l'ouvrier — censé devoir jouir de mille fois plus de liberté sous le socialisme que sous le capitalisme ! — n'avait même pas le droit de changer d'emploi ?

En flagrant délit
de mensonge

Mais ce témoin sans moralité reste pareil à lui-même quand il traite d'un problème que les Soviétiques eux-mêmes soulèvent aujourd'hui avec plus de franchise. Les articles incriminés du Monde et de l'Express étant basés largement sur une étude de J. Manevitch, parue dans le fascicule de juin 1965 de la revue Voprossi Ekonomiki, Kanapa s'appuie à son tour essentiellement sur cet article pour réfuter des interprétations effectivement fantaisistes des journalistes bourgeois. Mais, voulant être plus catholique que le pape, il se permet de falsifier sa propre source, afin de cacher aux lecteurs de L'Humanité qu'il y a bel et bien un chômage — marginal — en URSS. Il affirme en effet :

« Le problème qui se trouve posé n'est donc pas du tout celui du chômage — le chômage a disparu en Union Soviétique depuis 1930 — mais très exactement le problème inverse ».

Il poursuit en affirmant que le seul problème qui se pose est celui de la pénurie de main-d'œuvre, la mise au travail des réserves de main-d'œuvre qui sont « au premier chef, les femmes qui sont encore accaparées par les travaux du ménage et les soins aux enfants — en bref les ménagères. Ce sont aussi, mais en moins grand nombre, ceux des membres d'une famille kolkhozienne ou ouvrière qui travaillent simplement leur lopin de terre individuel ».

Remarquons en passant que Kanapa ne semble pas s'apercevoir que la question des lopins individuels — que Khrouchtchev a voulu réduire, voire supprimer, avec imprudence, et que ses successeurs se sont empressés de rétablir dans tous leurs droits ! — a beaucoup plus d'implications socio-économiques qu'on ne le suppose à première vue. Si des adultes — femmes et hommes — préfèrent travailler sur ces lopins plutôt que dans des entreprises d'Etat, c'est que les revenus réels obtenus par ce travail ne sont cer-

tainement pas inférieurs aux salaires réels touchés dans le secteur d'Etat. Que faut-il en conclure notamment en ce qui concerne la productivité du travail misérable des kolkhozes ? Et que faut-il en conclure en ce qui concerne le rapport entre la valeur nouvelle créée par l'ouvrier et le salaire qu'il touche (on peut difficilement supposer que la productivité du travail dans l'industrie soit inférieure à celle de... lopins privés !) ? Mais laissons cela pour une autre occasion.

Kanapa ment impudemment quand il affirme que le chômage a disparu en URSS depuis 1930 et que le problème qui se pose est celui de la pénurie de main-d'œuvre. Car, dans le même article de J. Manevitch qu'il cite si abondamment, nous lisons :

« Grâce [!] au développement ininterrompu de la mécanisation et de l'automatisation de la production, ainsi que de l'accroissement de la jeunesse laborieuse (classes 1946-1948) un léger excédent de main-d'œuvre a été enregistré dans certaines grandes villes, surtout dans les régions industrielles centrales du pays. Encore au début du plan septennal, il y avait à Leningrad, à Moscou et dans d'autres grandes villes des réserves de main-d'œuvre non épuisées. Entre temps, la population capable de travailler s'est accrue également dans nombre de petites villes, surtout en Transcaucasie, en Russie blanche, dans la région centrale des terres noires et dans le sud-ouest du pays, dans les républiques centro-asiatiques ainsi que dans la République de Moldavie et de Lituanie. Dans ces régions, et dans d'autres, quelques groupes de travailleurs rencontrent des difficultés pour trouver du travail dans leur profession. Par suite du développement industriel insuffisant des villes moyennes et petites, les travailleurs sont obligés [!] de s'occuper dans le ménage et l'économie privée domestique » (souligné par nous).

Ce passage de l'article de J. Manevitch démontre, pour quiconque n'est pas de mauvaise foi : 1^o qu'il y a bel et bien un chômage marginal en URSS (« un léger excédent de main-d'œuvre ») ; 2^o que les « réserves de main-d'œuvre » ne sont pas composées seulement des paysannes et des ménagères, mais encore de travailleurs qui sont obligés de rester à la maison (et de jardiner un lopin de terre), parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi dans des villes petites et moyennes, par suite du développement insuffisant de l'industrie. Nous sommes loin de l'image d'Epinal où la pénurie de main-d'œuvre était le seul problème qui se pose à l'URSS...

Où l'on rencontre une fois
de plus la « rentabilité
des entreprises »

Kanapa découvre qu'il y a des réserves cachées de main-d'œuvre dans les entreprises, qui sont poussées vers cette pratique par la manière dont fonctionne le plan (notamment la manière dont fonctionnent les primes). Il faut rationaliser le plein emploi, s'écrie-t-il, et à cette fin amener les entreprises à se défaire du surcroît de main-d'œuvre. On y arrivera en modifiant le « statut de l'entreprise » et les « méthodes de planification ».

Qu'est-ce à dire ? Ni Manevitch ni Kanapa ne s'expriment avec précision. Mais le contexte est infiniment transparent.

En faisant de la « rentabilité individuelle des entreprises » le critère de base de la planification, il faut donner aux entreprises le droit de licencier leur personnel en surnombre. Et ceux qui revendiquent des « droits acérés pour les directeurs » revendiquent notamment le droit de licencier du personnel. Evidemment, le « travailleur ne doit avoir à en pâtir en aucun cas », ajoutent Manevitch et Kanapa. L'Etat doit « financer son reclassement » (qu'en termes galants et discrets ces choses sont dites !) Pour parler plus clairement : il faut réintroduire en URSS une allocation de chômage sans laquelle il serait impossible pour les entreprises de licencier une partie de leur personnel pléthorique.

Ce que Manevitch et Kanapa disent par sous-entendus et avec discrétion, les théoriciens yougoslaves, plus allègrement avancés sur la voie de cette étrange « économie de marché socialiste », le disent avec beaucoup de brutalité. A l'occasion de la dernière réforme de l'économie yougoslave, ils ont proclamé que, pour que cette réforme soit une réussite, il faudrait que

500.000 travailleurs soient licenciés des entreprises dans lesquelles ils se trouvent en surnombre...

Le fond du problème

Faut-il en conclure que nous nous trouvons en URSS et en Yougoslavie devant la « restauration du capitalisme », ainsi que l'affirment les théoriciens chinois (imprudents eux aussi ; ils ne perdent rien pour attendre quelques-uns de ces problèmes... dans leur propre pays !) à la suite de nombre d'« ultragauches » occidentales ?

Evidemment pas. Il n'y a pas de chômage conjoncturel en URSS. Les entreprises ne sont pas périodiquement obligées de licencier du personnel parce qu'elles se trouvent devant la mévente de leurs produits ; l'économie ne suit pas une marche cyclique ; elle est en expansion permanente, seul le taux de croissance fluctuant de temps en temps.

L'économie soviétique n'est pas une économie capitaliste. Mais elle n'est pas non plus une économie socialiste, — sinon il faudrait défendre l'image monstrueuse d'un « socialisme »... où l'on réintroduirait le chômage ! C'est une économie qui se trouve encore en transition du capitalisme vers le socialisme. Elle connaît déjà des possibilités supérieures à celles de l'économie capitaliste (les taux de croissance de l'économie soviétique en témoignent). Elle représente déjà un colossal progrès par rapport au capitalisme (L'URSS dépense, à des fins d'enseignement, 16 fois plus que des pays comme la France ou la Grande-Bretagne, c'est-à-dire quatre fois plus par tête d'habitant !). Mais elle est encore fort éloignée d'une société socialiste : les problèmes propres à la phase de transition sont immensément compliqués et pourris par l'existence d'une caste bureaucratique privilégiée qui s'est arrogé le droit de gérer seule l'économie et l'Etat.

Les problèmes qui se posent actuellement dans le cadre d'une planification largement désorganisée (récemment la Pravda a écrit qu'il faudra bientôt rationner l'électricité) sont dus en majeure partie aux méfaits de cette bureaucratie.

Celle-ci s'est d'abord jetée tête baissée dans la voie de l'hypercentralisation. Mais diriger 500.000 entreprises à partir d'un seul « centre », vouloir dicter à chacune d'elles une nomenclature totale et précise de ce qu'il fallait produire, et d'où il fallait l'expédier, c'était évidemment une tâ-

che ratée d'avance. Il en résulta une désorganisation et un gaspillage croissants : on expédia des rails et des turbines fabriqués à Leningrad à Vladivostok, et ceux fabriqués à Vladivostok à Leningrad. Et ainsi de suite.

Pour s'en sortir, Khrouchtchev eut une idée « géniale » : la décentralisation dans des sovnarkhozes. Nous la qualifions à l'époque de réforme bureaucratique de la bureaucratie, et nous avions prédit ce qui est arrivé par la suite. Aux méfaits de l'hypercentralisation succédèrent les méfaits de la décentralisation. On voulut maintenant, dans chaque sovnarkhoze, produire toutes les machines, toute l'énergie, tous les produits de consommation, dont on avait régionalement besoin. Il s'ensuivit une paye et un gaspillage non moins monstrueux que celui qu'on voulait supprimer, et qui s'exprime notamment dans un décalage entre les « plans scolaires » et les « plans de main-d'œuvre », entre les « plans de production » et les « plans de main-d'œuvre ». D'où le chômage marginal qui réapparaît.

Depuis lors, la bureaucratie joue avec une troisième recette : retourner à « l'économie de marché ». Mais, en généralisant les rapports marchands, on généralise la concurrence qui, outre certains avantages, comporte aussi quelques... petits désavantages : licenciements périodiques de personnel, surproduction périodique de certaines marchandises, gaspillages globaux non moindres que ceux des deux méthodes précédentes.

La véritable solution ne peut venir que d'une refonte intégrale de l'économie qui doit partir de trois principes : la planification centrale démocratiquement élaborée et contrôlée par les masses, l'autogestion ouvrière des entreprises dans le cadre de ce plan central (c'est-à-dire sans autonomie dans le domaine des investissements importants) ; la démocratie soviétique dans le domaine politique qui permet la critique courante et publique de la politique économique et l'élaboration collective de solutions de rechange.

Ce n'est que l'interaction de ces trois facteurs qui peut résoudre dans un sens harmonieux et positif les contradictions de la planification bureaucratique. Tout emploi exclusif d'un seul de ces moyens aboutit forcément à la rennaissance des contradictions, à des gaspillages de plus en plus larges, et à un renforcement du pouvoir de la bureaucratie. Car ce ne sont pas des ouvriers chômeurs ou menacés de chômage, qui constitueront un contre-poids réel devant les bureaucrates et les technocrates « ivres de pouvoir ».

E. GERMAIN.

Les trotskystes indiens se réorganisent

Une conférence de trois jours des trotskystes des différents Etats, qui s'est achevée à Bombay le 9 août, a décidé de créer un nouveau parti politique s'appelant **Parti socialiste ouvrier**, avec, comme objectif immédiat, le regroupement des forces marxistes-léninistes, en vue de parvenir à une transformation socialiste rapide de la société indienne.

Les trotskystes, qui avaient fusionné avec le Parti communiste révolutionnaire de l'Inde (P.C.P.I.) en 1960, rompirent leurs liens avec cette organisation en 1963, par suite de divergences sérieuses sur l'attitude envers le gouvernement du Congrès, surtout depuis le conflit frontalier sino-indien.

Une déclaration politique de 23 pages adoptée par la conférence attribue la crise actuelle, en voie d'aggravation, de l'économie indienne (disette aiguë, tendance inflationniste, etc.), dix-huit ans après l'indépendance et malgré trois plans quinquennaux, à la politique fondamentale du gouvernement du Congrès, qui tente d'édifier le capitalisme dans le pays, sous le masque d'un « modèle socialiste », dans une période de déclin du capitalisme mondial.

Le nouveau parti estime que seule une transformation socialiste de la société, sur la base d'un programme de nationalisation des industries-clés, des institutions de crédit, du commerce extérieur — c'est-à-dire de propriété sociale des moyens de production sous un gouvernement ouvrier et paysan — peut libérer les forces productives de l'industrie et de l'agriculture des entraves actuelles, et venir à bout de la crise.

Le parti appelle à la constitution d'un front uni de la gauche pour chasser du pouvoir la classe capitaliste dirigeante et établir un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les « panchayats » (Conseils) élus d'ouvriers et de paysans.

Le parti maintient que le gouvernement du Congrès, malgré sa politique de non alignement, est, fondamentalement, allié au camp impérialiste. Le parti appelle à un règlement négocié des différends frontaliers ou autres de l'Inde avec les pays voisins (Chine, Pakistan, Ceylan, Nepal et Birmanie).

Une résolution se prononce pour le droit du peuple du Cachemire à l'autodétermination.

Le parti a appelé à un règlement de tous les conflits de frontières entre Etats au sein de l'Union indienne sur la base de la volonté démocratiquement exprimée des populations concernées.

La déclaration du nouveau parti expliqua en quoi il se différencie des partis de gauche traditionnels (parti socialiste Praja, parti socialiste Samyukta, les deux partis communistes rivaux, le parti socialiste révolutionnaire de l'Inde, etc.).

Sur le plan international, le nouveau parti s'engage à soutenir les luttes des pays capitalistes avancés pour le socialisme et se solidarise avec la lutte de libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux contre le colonialisme et le néo-colonialisme. Il soutient également les peuples des Etats ouvriers dans leur lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie socialiste.

Le parti s'engage à une politique de défense inconditionnelle des Etats ouvriers.

Au sujet du Vietnam, le parti appelle à l'action unie du mouvement ouvrier indien et international pour soutenir la guerre héroïque de libération du peuple vietnamien contre l'agression de l'impérialisme américain. Il stigmatise le gouvernement Shastri pour son attitude servile envers l'impérialisme américain au sujet du Vietnam et dans d'autres questions. Il se prononce pour le retrait immédiat de l'Inde du Commonwealth.